

Établir des partenariats mondiaux :

112 griefs à l'égard des Français. Un réexamen

COLONEL JIM DRAPE, US AIR FORCE*

Vous prenez le métro et l'odeur de l'ail, de la sueur, sans oublier celle du parfum, vous fait presque tomber dans les pommes ! » Quiconque a un jour pris le métro à Paris par une chaude journée d'été peut probablement comprendre ce « grief », exprimé en l'espèce par des militaires américains stationnés en France après la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945. Bien qu'une grave pénurie de savon causée par cinq années d'occupation allemande ait aggravé l'odeur dans le métro, un métro chargé reste un endroit où il ne fait pas bon se trouver.

Depuis la décision prise en 1966 par le président Charles De Gaulle de se retirer de la structure de commandement intégrée de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et d'expulser les bases américaines de France, aucune interaction sur une grande échelle n'a eu lieu entre aviateurs américains et français. Pour de nombreux aviateurs américains basés en Allemagne, les impressions directes de la France et des Français dépendent probablement de ce qu'ils se rappellent d'un week-end à Paris ou à Euro Disney. En l'absence de toute autre référence, il se peut que ces aviateurs aient involontairement absorbé des opinions et stéréotypes exprimés par la culture populaire, d'autres aviateurs, leur famille, etc. Ces opinions et stéréotypes deviennent insidieusement un élément de la mentalité d'un aviateur. Même si les plaintes relatives à l'odeur qui règne dans le métro français peuvent sembler inoffensives, d'autres stéréotypes couramment répandus reflètent des malentendus et préjugés sous-jacents à l'égard des Français. À l'heure où le département de la Défense (DOD) a identifié l'« établissement de partenariats »

*Le colonel Drape (USAFA ; MPP, John F. Kennedy School of Government, Harvard University) sert comme officier d'échange à l'état-major de l'air français, où il est affecté à la division des affaires stratégiques du Centre d'études stratégiques aérospatiales, à l'École militaire de Paris. Il est diplômé de l'École de guerre française, où il reçut le prix Général Laurier pour un article décrivant en quoi ses propres stéréotypes des Français avaient changé. Avant son arrivée en France, le colonel Drape commanda le 734^e escadron de mobilité aérienne basé à Andersen AFB, Guam, et travailla pendant trois ans au Congrès à Washington, DC, dans le service de liaison de l'armée de l'Air avec la Chambre des Représentants et comme *Legislative Fellow* au cabinet du député du Nevada Jim Gibbons. Pilote chevronné, avec plus de 2.500 heures de vol à son actif, il servit également comme aide de camp du commandant de la 15^e force aérienne et comme maître assistant en science économique à l'École de l'Air des États-Unis.

comme l'une de ses compétences de base essentielles et où l'US Air Force s'est engagée dans une ambitieuse « stratégie de partenariats mondiaux », ces préjugés sont contre-productifs, entravant le partenariat que l'Arme cherche justement à établir avec l'armée de l'Air française. Ces partenariats deviennent cruciaux au fur et à mesure que le DOD rapetisse et cherche à réduire ses coûts partout où c'est possible, faisant ainsi fructifier la solidité des partenariats.

Identifier le problème : les francophobes sont parmi nous

L'année dernière, le feuilleton des accusations de sévices sexuels portées contre monsieur Dominique Strauss-Kahn, un Français, ancien directeur du Fonds Monétaire International, révélèrent une fois de plus les sentiments anti-français, hélas bien connus, qui existent aux États-Unis. Ces sentiments se manifestent souvent par le dénigrement systématique des Français par des Américains ordinaires à la télévision, dans les journaux ou sur Internet. Justin Vaïsse, historien et chercheur à la Brookings Institution, a identifié quatre catégories de « francophobes » aux États-Unis, y compris au département d'État et dans le corps diplomatique ; chez les progressistes ; les conservateurs et les néoconservateurs, ainsi que dans la communauté juive américaine¹. Certes, les membres des forces armées américains appartiennent probablement à l'un des trois derniers groupes mais il est instructif de les considérer séparément comme formant un cinquième groupe ayant une opinion sans surprise (et négative) des Français. Formant une subculture distincte au sein de la société américaine, les membres des forces armées sont particulièrement sensibles à certaines actions des Français, telles que ce qu'ils considèrent comme un abandon de l'OTAN en 1966, le refus d'autoriser le survol du territoire français lors du bombardement en 1986 des quartiers de Mouammar Kadhafi en Libye et, bien entendu, la crise la plus récente à propos de l'invasion de l'Irak en 2003.

Un exemple typique : lors du congrès annuel de l'*Air Force Association* réuni en septembre 2011 à Washington, DC, Charles Krauthammer prononça un discours d'ouverture dans lequel il brossa un tableau du paysage géopolitique actuel et de ses défis à la sécurité nationale. Cet exposé sérieux aborda la menace posée par l'Iran et la prolifération des armes nucléaires. Il fit remarquer que les armes nucléaires ne posent pas en tant que telles une menace existentielle mais que leur possesseur pourrait le faire. Il observa que les Américains ne sont pas menacés par la possession de telles armes par la Grande-Bretagne et que, avec la dissolution de l'Union soviétique, nous ne nous inquiétons plus d'un échange nucléaire avec les Russes. Nous ne sommes pas non plus préoccupés par les Français, déclara Krauthammer, qui ensuite sembla toutefois changer d'avis, enfin, nous ne savons pas trop à quoi nous en tenir

quant aux Français. Hélas, cette remarque arriva à brûle-pourpoint, comme une plaisanterie impromptue, et était bien sûr « juste une plaisanterie ». Ce ne fut toutefois pas tant la plaisanterie que les rires qui la suivirent qui eurent un retentissement dans la salle remplie d'officiers de différents niveaux et de sous-officiers de l'armée de l'Air, et firent bien comprendre, même à l'observateur le plus superficiel, et aux aviateurs français présents, l'image particulière que nous, aviateurs américains, avons de notre « ennemi ». Cela se déroula à la tribune depuis laquelle les chefs de l'US Air Force invoquèrent la nécessité d'établir des partenariats mondiaux et chantèrent les louanges des Français et des autres aviateurs européens.

Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau ni d'une façon de voir qui commença, comme le croient certains, avec le récalcitrant président De Gaulle et sa décision de retirer la France de la structure de commandement militaire intégré de l'OTAN. En 1945, les perceptions et stéréotypes négatifs à l'égard des Français étaient tellement répandus parmi les soldats américains stationnés en France dans l'après-guerre que le département de l'Armée se sentit obligé de publier un petit guide intitulé *112 Gripes about the French* (112 griefs à l'égard des Français). Distribué aux militaires du rang, il servit d'outil devant permettre de désamorcer la tension croissante entre les forces armées américaines et les habitants du pays². Présenté sous forme de questions et de réponses, *112 Gripes about the French* exposait une série de plaintes concernant les Français puis offrait à chacune une réponse de bon sens visant, d'après les rédacteurs initiaux, non à « défendre les Français ni réprimander les Américains qui n'aiment pas les Français » mais à permettre aux soldats américains moyens de mieux comprendre leurs hôtes. Il présentait d'une manière simple et directe des « faits et opinions que même les mieux intentionnés peuvent avoir tendance à négliger³ ».

Dans le même esprit, le présent article aborde trois stéréotypes des Français que nourrissent de nombreux aviateurs américains ou, pourrait-on dire, *continuent* de nourrir, puisqu'il s'agit dans tous les cas de griefs extraits directement du guide de 1945. Comme cette publication, le présent article n'essaye pas de « convaincre [d'une façon concluante] ceux qui sont incorrigiblement pleins de préjugés ». Il offre plutôt une perspective différente, une chance de revoir la question des stéréotypes qui, si on n'y fait pas échec, forment la seule base de la façon dont on voit un allié important. Comme le rhume, ce point de vue gagne souvent les autres ; par conséquent, comme le fit le guide distribué par l'armée, il s'efforce au minimum d'« empêcher les autres d'être infectés par le même lamentable virus⁴ ». Toutefois, dans un sens plus positif, l'article espère compléter les divers efforts menés actuellement par l'US Air Force pour établir un partenariat durable avec l'une des forces aériennes les plus compétentes de la planète, comme elle l'a récemment démontré

lors des opérations aériennes au-dessus de la Libye. Un réexamen de nos propres perceptions représente une première étape importante de cet effort.

Nous avons sauvé les Français (à deux reprises)... Comment peuvent-ils être aussi ingrats ?

112 Grieps about the French : « Nous sommes venus deux fois en vingt-cinq ans en Europe pour sauver les Français... Nous tirons toujours les Français du pétrin. Ont-ils jamais fait quoi que ce soit pour nous ? ... Ils ont oublié. Ils sont ingrats⁵ ».

Ces griefs furent parmi les premiers adressés en 1945. Ils continuent d'être exprimés à ce jour, comme le montrent clairement les nombreuses plaisanteries que l'on trouve sur l'Internet, celle-ci par exemple : « Q : quel mot anglais n'a pas d'équivalent en français ? R : gratitude⁶ ».

Aujourd'hui encore, quand de nombreux Américains pensent à la France, ils se remémorent les vaillants actes de courage dont firent preuve les soldats américains lorsqu'ils se battirent dans les tranchées de la première guerre mondiale et qu'ils débarquèrent sur les plages de Normandie le 6 juin 1944. La citation qui suit résume ce que de nombreux Américains, et certainement parmi les membres de forces armées américaines, peuvent penser à propos de la gratitude des Français pour l'intervention américaine :

Pour une question d'honneur et de gratitude, la France a, envers les États-Unis, qui sauvegardèrent son indépendance lors de deux guerres terribles et dépensèrent sans compter à son profit en temps de paix, une obligation solennelle de s'abstenir de prendre toute mesure... qui nous montrerait... qu'elle a oublié les sacrifices et la générosité sans limites de l'Amérique⁷.

Il est intéressant de noter que cette observation apparut dans un éditorial voilà plus de soixante ans mais qu'elle continue d'exprimer fidèlement le point de vue de nombreux Américains. Néanmoins, avant d'examiner ce que certains considèrent comme le manque de gratitude de la part des Français pour ces interventions, remontons le temps jusqu'à un autre conflit qui allait déterminer la survie de notre nation. L'année était 1778 ; le conflit était la Guerre d'indépendance américaine.

Partons de là parce que, en deux mots, si les Français n'avaient pas sauvé l'Amérique lors de la guerre d'indépendance, l'Amérique n'aurait pas pu sauver les Français en 1944. En février 1778, deux ans après le début de la guerre, les choses allaient mal pour les Américains et l'Amérique désespérée demanda l'aide de la France. Le général Washington exprima ce désespoir sans équivoque dans une lettre implorant le secours de la France :

Nous sommes à cette heure suspendus en équilibre, non par choix mais par nécessité exigeante et absolue... Nos troupes n'auront bientôt plus de quoi se vêtir... nos hôpitaux manquent de médicaments et nos malades n'ont rien à manger... en un mot, nous sommes au bout du rouleau et... c'est maintenant ou jamais que le moment de notre délivrance doit arriver⁸.

La délivrance nécessaire arriva de la France avec laquelle les États-Unis formèrent leur première et seule alliance officielle avant la première guerre mondiale. Le guide distribué par l'armée rappelait aux soldats américains que

La France prêta aux treize États six millions de dollars et *nous donnèrent* plus de 3 autres millions.

45.000 Français s'engagèrent comme volontaires dans l'armée de George Washington. Ils traversèrent l'Atlantique dans des petites embarcations auxquelles il fallut deux mois pour faire le trajet.

L'armée de Washington n'incluait pas de troupes du génie ; ce furent celles des Français qui concurent et construisirent nos fortifications⁹ (amplifications dans l'original).

C'est ainsi que l'Armée Continentale aux abois fut ranimée. L'assistance française se révéla cruciale jusqu'au bout, témoin le rôle de la marine française dans la reddition britannique à Yorktown en 1781¹⁰.

Pas plus de dix ans plus tard, la Révolution française et la guerre qui s'ensuivit entre la France d'un côté, l'Angleterre et d'autres monarchies européennes de l'autre, mirent la « gratitude » des jeunes États-Unis à l'épreuve. Dans un camp figuraient des hommes comme Thomas Paine et Thomas Jefferson, qui soutenaient que l'Amérique devait venir en aide à la France révolutionnaire et manifester sa gratitude pour l'assistance passée des Français¹¹. Alexander Hamilton, toutefois, s'opposa à leur suggestion, déclarant que la première obligation du pays était envers lui-même et qu'il devrait agir non par sentimentalité mais dans l'intérêt national. Il fit remarquer que, en aidant les Américains, la France avait servi ses propres intérêts nationaux¹². En conséquence, l'histoire montre que Charles Gravier de Vergennes, le ministre français des affaires étrangères, expliqua la logique de l'action française en la basant sur des critères purement nationalistes : « D'abord, cela réduira la puissance de l'Angleterre et augmentera proportionnellement celle de la France. Ensuite, cela causera une baisse irréparable des échanges commerciaux de l'Angleterre mais un accroissement considérable des nôtres. Enfin, cela nous permettra très probablement de recouvrer une partie des possessions dont nous avons été dépouillés par les Anglais en Amérique¹³ ».

Ainsi, Hamilton, qui participa à la bataille de Yorktown et connaissait de première main le rôle essentiel joué par les Français, prétendait que l'Amérique devait maintenant prendre soin de ses propres intérêts. En fin de compte, Washington accepta les arguments de Hamilton plutôt que ceux de Paine et de Jefferson et, même si l'alliance officielle avec la France n'avait jamais été dissoute, il lança la Proclamation de neutralité en 1794. En outre, sept ans plus tard, le président Jefferson lui-même dut modifier son approche. Bien que sa politique étrangère ait toujours été amicale envers la France et hostile à la Grande-Bretagne, le litige à propos du contrôle de la Nouvelle Orléans, par où passait une grande partie des courants

commerciaux du pays, l'obligea à menacer de s'allier avec la Grande-Bretagne et de déclarer la guerre à Napoléon¹⁴.

Jefferson, ancien ambassadeur en France, se montrait-il *ingrat* ? Avait-il *oublié* ses amis parisiens, à propos desquels il avait dit « Je n'ai jamais connu de gens plus bienveillants ni faisant preuve de plus de chaleur et de dévouement à l'égard des amis qu'ils se sont choisis¹⁵ ». Ou bien Washington, qui était devenu un ami intime du marquis de Lafayette, avait-il oublié la dette qu'il devait aux Français pour le rôle qu'ils avaient joué ? Après tout, le jour de la reddition des Britanniques, Washington avait dit, « Je voudrais avoir le pouvoir d'exprimer au Congrès à quel point je me sens redevable au comte de Grasse et à sa flotte¹⁶ ».

De nombreux Français se sentirent alors trahis par leur allié « sur lequel on ne peut pas compter », un sentiment qui décrirait bien ce que de nombreux Américains ressentent aujourd'hui à l'égard des Français. Cependant, Hamilton ne dit pas qu'il n'y avait pas de place pour la gratitude, la bienveillance et la générosité. Il soutenait simplement qu'il s'agissait de sentiments qui devaient être laissés aux *individus*, pas aux gouvernements. En déclarant sa neutralité, la jeune république américaine ne faisait qu'agir dans son intérêt national, sachant que s'immiscer dans les affaires européennes pourrait se révéler catastrophique pour le jeune pays. Comme l'écrivit Elbridge Gerry, un des signataires de la Déclaration d'indépendance « Il se peut qu'un principe unique, agir dans un but intéressé, justifie tout¹⁷ ».

Cette toile de fond historique peut conduire à voir l'engagement des Américains dans les deux guerres mondiales sous une lumière différente. En juin 1940, alors que l'armée allemande écrasait son homologue française, le président du conseil français télégraphia au président Franklin Roosevelt la supplique suivante, qui ressemblait à celle de George Washington aux Français pendant la Guerre d'indépendance américaine :

Si vous ne pouvez dans les heures qui viennent, offrir à la France la certitude que les États-Unis entreront en guerre à brève échéance... la destinée du monde sera transformée... Vous verrez la France couler comme un homme qui se noie et disparaître, après avoir lancé un dernier regard vers la terre de la liberté, où elle cherchait le salut¹⁸.

Une supplique aussi pleine d'émotion, combinée à la gratitude américaine pour l'intervention française dans la Révolution américaine, inciterait certainement les États-Unis à agir, pas vrai ? Pas tout à fait. Ils allaient attendre un an et demi avant d'entrer en guerre, après l'attaque japonaise à Pearl Harbor et deux ans de plus avant de débarquer les premières troupes de l'autre côté de l'Atlantique, en Afrique du nord.

La veille de l'invasion en Normandie, de jeunes soldats attendaient de risquer leur vie pour leur pays, un acte qui exige du courage. Le faire pour un autre pays pourrait demander plus de persuasion. Pour les aider à se préparer, le département

de l'Armée distribua à chaque soldat un petit guide, leur rappelant les raisons pour lesquelles ils allaient bientôt risquer leur vie pour la France :

L'offensive alliée à laquelle vous prenez part est basée sur un fait particulièrement têtue qui est le suivant. Nous les démocraties ne faisons pas que nous rendre service en combattant l'une pour l'autre lorsque la situation l'exige. Nous sommes toutes dans le même bateau. Regardez autour de vous lorsque vous entrez en France. Vous verrez comment les Nazis traitent une démocratie quand ils peuvent la faire s'écrouler.

Hitler déclara dans « *Mein Kampf* » que son plan consistait à détruire la France en premier, puis l'Angleterre, après quoi les États-Unis seraient acculés sans combat. Les alliés vont ouvrir la France conquise, rétablir les anciennes libertés alliées et détruire partout le régime nazi¹⁹.

Un an plus tard, alors que les soldats américains rouspétaient à propos de la vie dans la France de l'après-guerre, le département de l'Armée estima nécessaire de leur rappeler, d'une manière simple et directe, pourquoi les États-Unis étaient intervenus :

Nous ne sommes pas venus en Europe pour sauver les Français en 1917 ni en 1944. Nous ne sommes pas venus en Europe pour rendre service à qui que ce soit. Nous sommes venus en Europe parce que nous autres Américains étions menacés par une puissance hostile, agressive et extrêmement dangereuse.

Dans cette guerre, la France tomba en juin 1940. Nous n'avons pas envahi l'Europe avant juin 1944. Nous n'avons même pas pensé à « sauver les Français » en intervenant militairement avant d'avoir été attaqués à Pearl Harbor, après que les Allemands nous eurent déclaré la guerre. Nous sommes venus en Europe, à l'occasion de deux guerres, parce qu'il valait mieux combattre notre ennemi en Europe qu'en Amérique...

La sécurité et la politique étrangère de l'Amérique ont toujours reposé sur ce fait têtue : nous ne pouvons laisser une puissance hostile s'établir sur l'Atlantique. Nous ne pouvons être en sécurité si nous sommes menacés sur l'Atlantique. C'est la raison pour laquelle nous sommes entrés en guerre en 1917 ; c'est la raison pour laquelle nous avons dû combattre en 1944. C'est aussi la raison pour laquelle, pour des raisons de bon sens et d'intérêt national, le président Roosevelt déclara (le 11 novembre 1941) : « La défense de tout territoire contrôlé par les Forces Françaises de l'Intérieur (les Français libres) est vitale pour celle des États-Unis²⁰ ».

Ainsi, dans une large mesure comme dans le cas de l'intervention française dans la Guerre d'indépendance américaine, ces citations font bien comprendre que la décision de sauver les Français était clairement basée sur l'intérêt national. Cela ne veut pas dire qu'une gratitude personnelle pour l'intervention américaine en France n'est pas méritée ou n'existe pas. Au contraire, comme n'importe quel Américain qui s'est rendu en Normandie ou dans d'autres régions de France peut en témoigner, ce ne sont pas les preuves qui manquent de la reconnaissance des Français et de leur particulière vénération pour les Américains qui traversèrent deux fois l'océan pour combattre aux côtés de leurs compatriotes dans les guerres mondiales. Toutefois, comme Hamilton le fit remarquer de manière frappante il y a plus de deux siècles, quelles que soient la force et la justesse de ces sentiments personnels, ils ne se traduisent pas directement en politique nationale. Il suffit de penser au débat à propos de l'intervention américaine en Libye pour prouver le bien-fondé du fait que, en fin de compte, les dirigeants doivent justifier la raison pour laquelle il est ou n'est pas dans l'intérêt national de s'allier à un autre pays et

de soutenir une politique étrangère ou d'intervenir militairement à un moment et à un endroit donnés. Avant d'aborder le stéréotype américain suivant à l'égard des Français, nous clôturons cette section en examinant le discours du président Barack Obama à la *National Defense University* en mars 2011, dans lequel il insista sur la place primordiale de l'intérêt national :

Mais lorsque nos *intérêts* et nos valeurs sont en jeu, il nous incombe d'agir...
 ... Si nous avions attendu un jour de plus, Benghazi... pourrait avoir été victime d'un massacre.
 Il n'était pas dans notre *intérêt national* de laisser cela se produire...
 ... D'une part, certains mettent en doute les raisons pour lesquelles l'Amérique devrait intervenir, même de façon limitée, dans ce pays lointain.
 ... Compte tenu des coûts et des risques d'une intervention, nous devons toujours comparer nos *intérêts* au besoin d'agir...
 L'Amérique a un *important intérêt stratégique* à empêcher Kadhafi d'écraser ceux qui s'opposent à lui... Je suis convaincu qu'une absence d'action en Libye aurait coûté beaucoup plus cher à l'Amérique²¹ (c'est moi qui souligne).

Les Français préféreraient se rendre plutôt que se battre

112 *Gripes about the French*: « Les Français n'ont aucun courage... Ils s'en sont plutôt bien tirés pendant la guerre... Ils attendirent simplement d'être libérés par nous. Pourquoi ne se battirent-ils pas ?²² ».

Un deuxième grief important, toujours présent dans la culture américaine, est que les Français sont des lâches, réticents à se lever et à se battre. Comme l'exprime la culture populaire américaine, les Français sont des « bouffeurs de fromage qui ne sont bons qu'à capituler²³ ». Il ne manque pas d'autres références dégradantes, telles que la campagne publicitaire de la chaîne de restaurants Subway en 2005, dans laquelle figurait un poulet déguisé en soldat français avec la légende « *France and Chicken—Somehow it just goes together*²⁴ » (La France et une poule [mouillée], elles vont en fait très bien ensemble). Ce ne sont pas non plus les plaisanteries telles que la suivante qui manquent sur l'Internet et dans les programmes de fin de soirée à la télévision : « Je ne sais pas pourquoi les gens sont surpris de voir la France refuser de nous aider à éjecter Saddam de l'Irak... Après tout, la France ne voulait pas nous aider à expulser les Allemands de chez elle²⁵ ».

Il ne semble pas que grand-chose ait changé en 65 ans. Ces mêmes sentiments existaient en 1945, quand les soldats américains se plaignaient du fait que les Français ne s'étaient pas réellement battus contre les Allemands. L'armée américaine aborda ce grief de front :

Personne, surtout pas les Français eux-mêmes, n'essayera de nier l'énormité de la défaite ni l'humiliation souffertes par la France en 1940. Les chefs militaires français et leur stratégie n'étaient tragiquement pas à la hauteur. Cela ne signifie pas toutefois que les Français ne se soient pas « réellement battus ».

Pendant les six semaines que dura la bataille de France, du 10 mai au 22 juin 1940, les pertes françaises, rien qu'en personnel militaire, se montèrent à 260.000 blessés et 108.000 tués. Des pertes totales de 368.000 en six semaines ne sont pas à prendre à la légère²⁶.

En tout, pendant la seule deuxième guerre mondiale, 1.115.000 Français : hommes, femmes et enfants, périrent, furent blessés, languirent dans des camps de concentration ou moururent comme otages, ce qui n'est pas exactement ce qu'on appellerait « plutôt bien s'en tirer ».

Qui plus est, comme les soldats américains stationnés en France après la guerre, la plupart des Américains d'aujourd'hui ne savent pas grand-chose des braves Français qui poursuivirent la lutte contre l'ennemi pendant l'occupation allemande. Une fois encore, l'armée américaine rappela à ses troupes le courage des Français pendant la guerre :

- Ils sabotèrent la production dans les usines d'armement. Ils détruisirent des pièces, endommagèrent des machines, ralentirent la production, modifièrent les bleus.
- Ils dynamitèrent des centrales électriques, des entrepôts, des lignes à haute tension. Ils démolirent des trains. Ils firent sauter des ponts. Ils endommagèrent des locomotives.
- Ils organisèrent des groupes armés qui combattirent la police allemande, la Gestapo, et la milice de Vichy. Ils exécutèrent des collaborateurs français.
- Ils agirent comme une vaste armée d'espions au service du *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force* – SHAEF (Quartier général suprême de la force expéditionnaire alliée) à Londres. Ils transmirent au SHAEF jusqu'à 300 rapports par jour sur les mouvements des troupes allemandes, les installations militaires, ainsi que la nature et le mouvement des approvisionnements militaires.
- Ils firent parvenir des échantillons de nouveaux armements et explosifs allemands à Londres.
- Ils opérèrent une « filière clandestine » compliquée permettant de refaire passer en Angleterre des pilotes américains et britanniques abattus... En moyenne, un Français fut assassiné toutes les deux heures par les Allemands entre 1940 et 1944 dans le cadre d'un effort visant à arrêter les sabotages perpétrés par les Français et l'assistance apportée par ceux-ci aux alliés²⁷.

Toutefois, aussi poignants que puissent être ces exemples, il n'est pas nécessaire de remonter à la deuxième guerre mondiale pour trouver des exemples de la volonté de se battre des Français. Depuis la chute du mur de Berlin, les Français sont intervenus dans de nombreux conflits africains et combattirent courageusement aux côtés des Américains dans le cadre de presque toutes les coalitions formées récemment, y compris dans la première guerre du Golfe, en Bosnie, au Kosovo et en

Afghanistan, à une notable exception près, les opérations en Irak. Cependant, malgré les plaisanteries affirmant le contraire, l'opposition française à la deuxième guerre en Irak n'avait rien à voir avec la lâcheté, découlant plutôt de la confiance en leurs sources de renseignement, qui avaient conclu que Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive. Pour cette raison, ils insistèrent sur une poursuite des inspections d'armements afin de corroborer la véracité de leur hypothèse, soutenant que Saddam ne posait pas la menace immédiate que dépeignait le gouvernement américain²⁸.

Les Français ont actuellement le quatrième contingent par la taille en Afghanistan et occupent en conséquence le quatrième rang également en termes de pertes militaires dans le conflit, 78 soldats tués à ce jour²⁹. En dehors de l'Afghanistan, la France est un des rares pays disposant de bases aériennes à l'extérieur de son territoire, situées dans des points chauds stratégiques tels que Djibouti et les Emirats Arabes Unis, directement en face de l'Iran de l'autre côté du détroit d'Ormuz. Enfin, ce qui peut surprendre beaucoup de gens, l'armée de l'Air française dirigea avec compétence la coalition chargée de la mise en application de la résolution 1973 des Nations Unies qui prévoyait une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus de la Libye destinée à protéger la population civile.

En plus de ces efforts au niveau national, on peut méditer sur deux événements récents qui font ressortir des actes individuels illustrant le courage des Américains comme des Français dans le conflit actuel en Afghanistan. Le général Norton A. Schwartz, [ancien] chef d'état-major de l'US Air Force, remit récemment la *Distinguished Flying Cross with Valor* (médaille décernée aux aviateurs militaires) à un jeune commandant français du 41^e escadron de sauvetage de Moody AFB, en Géorgie. Lors d'un déploiement en Afghanistan, le commandant se lança bravement dans une action au sein d'un groupe de quatre aéronefs envoyés de nuit au secours d'un Britannique dont les blessures mettaient la vie de 160 de ses frères d'armes en danger. Echappant aux roquettes, il réussit à secourir non seulement ce soldat mais également un autre, permettant ainsi à l'unité au sol de mener à bien sa mission.

Trois jours plus tôt, avec la base opérationnelle avancée de Kapisa en toile de fond austère, le général de brigade Emmanuel Maurin, commandant des forces terrestres françaises dans l'est de l'Afghanistan, remit à trois aviateurs américains la médaille de la défense nationale pour actes d'héroïsme accomplis au cours d'un sauvetage de nuit par hélicoptère de deux aviateurs français dont l'hélicoptère d'attaque Gazelle s'était écrasé par suite d'intempéries. Envoyés pour retrouver ces pilotes, ils débarquèrent leur équipe de sauvetage qui trouva le pilote français agitant une lampe-éclair mais incapable de bouger les jambes. L'équipe localisa ensuite le copilote, toujours attaché à son siège, qui s'était débloqué et avait glissé

vers l'arrière de l'hélicoptère. Le vétéran des conflits de Croatie, du Kosovo et de Côte d'Ivoire, âgé de 37 ans, s'efforçait vaillamment de respirer. Voyant cela, les aviateurs pratiquèrent une petite incision dans son cou et y introduisirent un tube respiratoire. L'hélicoptère convoya les deux blessés jusqu'à l'hôpital de l'aéroport de Bagram. Bien que le pilote ait survécu et devrait pouvoir remarcher, tragiquement, le copilote décéda, laissant derrière lui en France une veuve et quatre enfants.

Comme le montrent d'une manière émouvante ces anecdotes, les Français servent avec courage aux côtés de leurs alliés américains en Afghanistan et, dans certains cas, comme celui du copilote de l'hélicoptère français, ils meurent *pour la patrie*. Dans les anecdotes qui précèdent, les trois *Américains* qui reçurent la médaille de la défense nationale *française* pour leur sauvetage audacieux ne trouveraient aucun humour dans les plaisanteries sur la lâcheté des Français, pas plus que ne le feraient les soldats britanniques sauvés par un jeune commandant *français* décoré par le général Schwartz pour son service en tant qu'officier d'échange avec l'US Air Force. Le général Schwartz se tint aux côtés du général Jean-Paul Paloméros, le chef d'état-major français devant le monument de l'escadrille Lafayette, dernière demeure de 66 des tout premiers aviateurs américains, qui reposent à côtés de leurs commandants français³⁰. Les deux chefs d'état-major observèrent une minute de silence à la mémoire de cinq soldats français tués ce jour-là dans une embuscade en Afghanistan, un rappel poignant de ce qu'est la vocation des armes, quelle que soit la couleur de l'uniforme ou le type d'épaulette. Il n'y avait pas de griefs ni de plaisanteries à propos de la lâcheté, de la reddition ou du refus de se battre. Alors que nous passons au troisième stéréotype, il est temps de faire taire et d'enterrer ces griefs et plaisanteries.

Nous ne pouvons compter sur les Français... Ils sont bien trop indépendants

112 Grips About the French : « Nous ne pouvons compter sur ces Français... Les Français sont bien trop indépendants³¹ ».

L'histoire est familière pour la plupart des aviateurs américains, et elle semble ne dater que d'hier. Le dictateur d'un pays du Moyen Orient défie l'occident en évoquant d'une manière provocante son rêve d'unifier d'autres pays arabes sous sa direction. Les pays occidentaux considèrent ses actions comme une menace mais l'un d'eux insiste pour qu'ils prennent le temps de trouver une solution diplomatique à la crise, alors qu'un autre, bien que persistant dans des efforts diplomatiques, considère une poursuite de la diplomatie comme futile et bâtit une coalition en préparation à la guerre. En fin de compte, un des pays entre en guerre sans le

soutien de l'autre, en colère et se sentant trahi par le manque de soutien de cet allié sur lequel il ne peut compter.

En 1945, les soldats américains stationnés en France se plaignaient que les États-Unis ne puissent compter sur les Français. A ce jour, une grande partie de l'opinion publique américaine, y compris de nombreux aviateurs, éprouve essentiellement le même sentiment, en particulier après l'opposition française à la deuxième guerre d'Irak. En réponse, la Chambre des Représentants changea le nom des frites de « *French fries* » (littéralement « frites françaises ») en « *Freedom Fries* » (« frites de la liberté »), et nombre de ses membres appelèrent à un boycott des produits français, faisant penser à ce qu'avait été la réaction au milieu des années 1960 lorsque le président De Gaulle attaqua l'ordre monétaire international existant, qui privilégiait la position du dollar en tant que monnaie de réserve. Certaines entreprises américaines répondirent à De Gaulle en menaçant de boycotter les importations françaises et un reportage télévisé montra le propriétaire d'un bar new-yorkais « purifiant » sa cave en vidant des bouteilles de Bordeaux dans l'évier³².

Ces mêmes sentiments existaient à la fin de 2003, lorsque Thomas Friedman, un populaire chroniqueur du *New York Times*, publia une chronique intitulée « Notre guerre avec la France » qui commençait par ces mots : « Il est temps pour nous Américains de nous faire à cette idée : la France n'est pas qu'un allié agaçant. Elle n'est pas qu'un rival jaloux, la France est en train de devenir notre ennemie³³ ». Dans la même veine, John J. Miller et Mark Molesky publièrent l'année suivante un ouvrage dans lequel ils s'élèvent contre l'image historique courante de la France comme allié le plus ancien de l'Amérique, déclarant sans beaucoup de retenue que la France est l'ennemi le plus ancien de l'Amérique³⁴.

Au même moment, lors de la campagne présidentielle de 2004, les Républicains attaquèrent le candidat démocrate, John Kerry, comme étant trop proche des Français³⁵. À la fin de 2003, le présentateur Tom Brokaw demanda à Kerry « Et les Français ? Sont-ils nos amis ? Sont-ils nos ennemis ? Ou entre les deux à ce point ? » Kerry répondit « Les Français sont les Français ». Admonesté par Brokaw pour la pensée « profonde » ainsi exprimée, Kerry répondit « Ecoutez, faites-moi confiance... elle a une signification et je pense que la majorité des gens savent exactement ce que je veux dire³⁶ ».

Qu'est-ce que cela veut dire exactement ? Peut-être Kerry, un ancien combattant du Viêt-Nam, avait-il lu quelque part la réponse de l'armée en 1945 à l'expression de ce même grief à propos du manque de fiabilité des Français : « [Cela] dépend de ce que vous entendez par 'compter sur' ». Si vous attendez des Français qu'ils réagissent comme des Américains, vous serez déçus. Ils ne sont pas Américains ; ils sont Français³⁷ ». Ou peut-être cela signifie-t-il simplement que la France est un État souverain qui agit dans son propre intérêt. Comme le font les États-Unis. Cela signifie-t-il que

l'Amérique ne peut compter sur les Français ? Cela signifie-t-il également que les Français ne peuvent compter sur l'Amérique ?

Revenons au scénario du début de la présente section. La plus grande partie des lecteurs se souviennent très distinctement du débat qui précéda la deuxième invasion de l'Irak. Les Américains connaissent moins bien les circonstances entourant la crise de Suez en 1956, dans laquelle les rôles étaient renversés, et on pourrait considérer la France, non les États-Unis, comme la « victime » de l'opposition d'un allié « sur lequel on ne peut pas compter ». Les États-Unis donnèrent alors la priorité à la diplomatie sur la force pour s'opposer à un dictateur moyen-oriental. Pendant la crise de Suez, le président Dwight Eisenhower employa divers moyens pour saper les efforts franco-britanniques de reprise de force du contrôle du canal de Suez, que le chef d'État égyptien, Gamal Abdel Nasser, avait nationalisé. Le bref conflit se termina par la complète humiliation de la Grande Bretagne et de la France et affaiblit leur position de grandes puissances. Pour le montrer, Douglas Dillon, l'ambassadeur américain en France, avertit Washington du « déluge amer de sentiment anti-américain qui bouillonne aujourd'hui partout en France ». Plus précisément, il nota la « conviction profondément ressentie » de l'« indifférence cynique » aux intérêts vitaux de leurs principaux alliés manifestée lors de l'affaire de Suez par les États-Unis, qui se montrèrent prêts à « les humilier inutilement³⁸ ». Un sondage réalisé en France indiqua que jusqu'à la moitié de la population française n'avait « aucune confiance » envers les États-Unis ou « pas beaucoup³⁹ ». À partir de ce moment, alors que les Britanniques décidèrent qu'ils ne pourraient jamais partir en guerre sans les États-Unis, les Français conclurent qu'ils ne pouvaient plus *compter sur les États-Unis*. Pour De Gaulle, qui allait devenir président de la France deux ans plus tard, ces événements furent déterminants, influençant certainement la décision qu'il prit en 1966 de se retirer de la structure de commandement militaire intégré de l'OTAN. Bien entendu, comme je l'ai mentionné dans mon introduction, son action est exactement le point de référence utilisé par de nombreux *Américains* pour dire que nous ne pouvons pas *compter sur les Français*.

Lorsqu'on se plaint à propos de la « confiance que l'on peut avoir », on doit garder à l'esprit ce dont nous avons parlé dans la première section, le fait que les états agissent dans leur propre intérêt. Washington ne perdit jamais ce fait de vue, même en pleine Guerre d'indépendance. Il craignait que l'Amérique ne l'emporte sur la Grande-Bretagne que pour voir la France reconquérir le Québec. Washington était « tout prêt à accueillir les sentiments les plus favorables » exprimés par les Français mais il s'appuyait sur « une maxime fondée sur l'expérience universelle de l'humanité, selon laquelle on ne peut avoir confiance en un pays au-delà du point où il est paralysé par ses intérêts⁴⁰ ». Dans un contexte plus actuel, comme le note

judicieusement Robert A. Levine, économiste et analyste des problèmes de défense pour la RAND Corporation, « les États-Unis et la France ont des intérêts différents. En ce qui concerne ces intérêts, les États-Unis continueront d'agir comme une superpuissance unilatérale. Ils le feront parce qu'ils le peuvent⁴¹ ». La France, quant à elle, continuera d'agir, enfin, comme pourrait le dire le sénateur Kerry, comme des Français.

Il est important, une fois de plus, de noter que ce grief à propos de la confiance que l'on peut avoir et de l'indépendance existait bien avant que De Gaulle ne devienne président de la France et a persisté pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis. En fait, les relations franco-américaines ont suivi un cycle comparable : lors de chaque changement de gouvernement, un certain rapprochement se produit entre la France et les États-Unis puis il arrive inévitablement quelque chose qui sépare les deux pays⁴². On peut seulement comprendre ces rapprochements et ces « brouilles » cycliques non comme une question de confiance que l'on peut avoir mais dans le contexte de deux États souverains agissant dans leur propre intérêt. Toutefois, cela n'amène pas automatiquement à conclure qu'« on ne peut compter » sur aucun des deux pays.

Dans leur ouvrage, Miller et Molesky dépeignent la façon dont les intérêts nationaux français et américains se sont heurtés au cours des trois derniers siècles, en commençant par les massacres de colons américains lors des guerres françaises et indiennes un quart de siècle avant notre déclaration d'indépendance de la Grande-Bretagne. On doit néanmoins attendre jusqu'à l'avant-dernière page de l'ouvrage pour trouver la conclusion peu satisfaisante, dans laquelle les auteurs posent la question relative à la signification pour l'avenir de leur tirade de 250 pages contre les Français. D'une part, ils avancent qu'« il est même possible qu'il importe peu de savoir si oui ou non la France est un allié des États-Unis... Pendant l'élévation des États-Unis à la position de pays le plus puissant du monde, la France a souvent été reléguée au rôle de simple source d'irritation⁴³ ». D'autre part, ils concluent qu'« il ne fait aucun doute que l'avenir présentera de nouveaux défis, y compris un grand nombre qu'il est impossible de prévoir ». À la lumière de cela, ils écrivent qu'ils serait utile de voir la France souscrire aux intentions américaines mais « étant donné le prisme déformé à travers lequel les Français voient leur rôle dans le monde, cela pourrait s'avérer difficile ». Ils concluent en demandant « Bref, les Français continueront-ils d'être Français ? » En d'autres termes, garderont-ils une « conception à courte vue de leur intérêt national », ou réaliseront-ils « que le vingt-et-unième siècle exige une optique totalement différente ?⁴⁴ ».

Pour répondre à cette question, on peut se reporter à un éditorial souvent cité qui parut dans *Le Monde*, le quotidien français ayant le plus fort tirage, deux jours après les attentats du 11 septembre 2001 (9/11). Le titre déclarait avec assurance « *Nous sommes*

tous Américains ». Nombreux sont les Américains, et peut-être des auteurs tels que Miller et Molesky, qui aimeraient que cela signifie qu'après 300 années de relations difficiles, les Français ont fini par comprendre. Enfin, pas exactement. L'éditorial était plus qu'un épanchement d'émotion après les tragiques attentats, il déclarait que ces derniers inauguraient une ère nouvelle, très éloignée des cris de joie aujourd'hui pratiquement oubliés qui accompagnèrent la chute du mur séparant l'Est et l'Ouest deux décennies auparavant. Il déclara avec assurance que, même avec tout ce qui nous sépare, la France se tiendrait toujours aux côtés de l'Amérique quant il s'agit de la plus vitale des questions, la liberté de l'humanité. Dans cette nouvelle lutte contre un ennemi plus omniprésent, l'Occident aura besoin d'encore plus de résolution et d'unité. De cette façon, *Nous sommes tous Américains*⁴⁵.

Dans cette ère nouvelle, nous n'avons pas le luxe de rejeter ceux avec lesquels nous ne sommes pas d'accord comme « simples sources d'irritation » ni de les cataloguer comme ennemis. Comme le souligne la stratégie de défense nationale récemment publiée, les États-Unis doivent établir un partenariat avec leurs alliés européens⁴⁶. Oui, nous avons besoin des Français. Grâce à la formation professionnelle militaire, les aviateurs américains se sont familiarisés avec Sun Tzu, qui écrivit avec sagesse que pour gagner une guerre, on doit connaître son ennemi. Toutefois, dans cette nouvelle ère de l'après-11 septembre, où les réalités financières et la nature diverse de la menace exigent un réseau de partenariats mondiaux, il est peut-être plus important, et parfois même plus difficile, de comprendre nos alliés. Comme l'exprimèrent clairement le secrétaire d'État à l'armée de l'Air Michael Donley et le général Schwartz dans l'exposition de la stratégie de partenariats mondiaux de l'armée de l'Air en 2011 (*2011 US Air Force Global Partnership Strategy*),

Les impacts de la crise économique mondiale, un extrémisme violent, des équilibres des forces régionaux changeants et la prolifération de technologies sophistiquées caractériseront le futur environnement de sécurité, ce qui rendra difficile pour tout pays quel qu'il soit de s'occuper seul de chaque défi et priorité à l'échelle de la planète. Dans le présent document d'orientation, nous mettons plus l'accent sur le développement de l'accès à des partenaires internationaux et de rapports avec eux, tout en forgeant des coalitions pour relever les défis stratégiques planétaires existants et naissants. L'établissement de partenariats réussis optimise l'interopérabilité, l'intégration et l'inter-dépendance entre forces coalisées tout en offrant à nos pays partenaires la capacité et les moyens de résoudre les problèmes de sécurité nationale selon leurs mérites⁴⁷.

Comme l'observa *Le Monde* dans son éditorial, la France et les États-Unis réalisent tous deux que ce qui les unit, tel que des valeurs démocratiques communes, exige un partenariat dynamique pour relever les défis de cette ère nouvelle. Nous devons aller au-delà de nos stéréotypes afin d'établir un partenariat solide et durable avec la France, aussi peu dignes de confiance, indépendants ou récalcitrants que les Français puissent paraître⁴⁸.

Conclusion

Comme noté dans l'introduction, présenter une défense probante d'un allié que nous avons perçu historiquement comme étant indépendant, peu digne de confiance, ingrat et même lâche sort du champ et du propos de cet article. Il offre plutôt un point de départ pour approfondir la réflexion. Peut-on compter sur les Français ? « Les Français sont les Français ». Cela a une signification qu'il nous est difficile de comprendre : la formule se réfère à la façon dont les Français voient le monde. La France agit dans ce qu'elle considère être son intérêt national, comme le font les États-Unis. Bien que l'on puisse contester ce que sont les intérêts « vitaux », lors des 65 années qui ont suivi la publication de *112 Gripes about the French*, la France et les États-Unis ont soutenu fermement leurs intérêts vitaux respectifs.

En conclusion, bien que cela n'ait pas encore été codifié dans la doctrine de l'US Air Force, celle-ci a adopté le concept d'établissement de partenariats dans le domaine des moyens interarmées, défini par le département de la Défense comme « la capacité de définir les conditions d'interaction avec un partenaire... ses dirigeants, ses forces militaires ou les populations concernées en développant et présentant des informations et en menant des activités visant à affecter leurs perceptions, leur volonté, leur comportement et leur potentiel⁴⁹ ». En dépit de la justesse de cette définition, le présent article suggère que la première phase de l'établissement d'un partenariat et de la « définition des... conditions d'interaction » réside peut-être non dans la modification des perceptions *des autres* mais dans la remise en question des nôtres, pas en excusant les autres mais en examinant nos propres stéréotypes au travers de la lentille de l'histoire et du bon sens. On entend souvent le slogan « la mission commence chez soi ». Les efforts que nous faisons, en tant qu'aviateurs, pour établir des partenariats mondiaux doivent également commencer chez nous et pendant ces périodes d'austérité financière, ils peuvent commencer par l'utilisation d'un outil simple, rudimentaire et peu coûteux, un miroir.

Notes

1. JVAÏSE, Justin, « États-Unis : le regain francophobe », *Politique Internationale* 97, automne 2002, www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=12&id=228&content=texte.

2. *Wikipedia: The Free Encyclopedia*, s.v. « 112 Gripes about the French », http://en.wikipedia.org/wiki/112_Gripes_About_the_French 112 *Gripes about the French*, département de l'Armée, 1945, www.e-rcps.com/gripes/.

3. « Avant-propos », 112 *Gripes about the French*, www.e-rcps.com/gripes/forward.html.

4. *Id.*

5. « The French and Us », n° 1, 2 et 6, 112 *Gripes about the French*.

6. « *Strategy Page's Military Jokes and Military Humor* » consulté le 3 février 2012, www.strategypage.com/humor/articles/military_humor_complete_list_of_french_jokes.asp.

7. KUISEL, Richard F., *Seducing the French: The Dilemma of Americanization*, Berkeley, Californie : University of California Press, 1993, p. 63.

8. « The French and Us », n° 6, *112 Gripes about the French*.
9. *Id.*
10. « *French Alliance, French Assistance, and European Diplomacy during the American Revolution, 1778–1782* », Service historique du département d'État, consulté le 6 février 2012, <http://history.state.gov/milestones/1776-1783/FrenchAlliance>.
11. *Encyclopedia of the New American Nation*, s.v. « Realism and Idealism—the Early National Period », consulté le 6 février 2012, www.americanforeignrelations.com/O-W/Realism-and-Idealism-The-early-national-period.html.
12. *Id.*
13. MILLER, John J. et MOLESKY, Mark, *Our Oldest Enemy: A History of America's Disastrous Relationship with France*, New York : Doubleday, 2004, p. 40.
14. « *The XYZ Affair and the Quasi-War with France, 1798–1800* », Service historique du département d'État, consulté le 6 février 2012, <http://history.state.gov/milestones/1784-1800/XYZ>.
15. « *Facts and Figures* », understandfrance.org, 10 janvier 2012, www.understandfrance.org/Paris/Documents.html#ancr660412.
16. HUGHES, William, « *France Bashers Ignorant of American History* », 2002, www.artbabyart.com/bill_hughes/francebashers.html.
17. MILLER et MOLESKY, *Our Oldest Enemy*, op. cit., p. 44.
18. *Id.*, p. 172.
19. *Pocket Guide to France*, Armée des États-Unis, division de l'information et de la formation, 1944, pp. 5–6, www.archive.org/download/PocketGuideToFrance/France2.pdf.
20. « The French and Us », n° 1, *112 Gripes about the French*.
21. « The Full Text of the NDU Libya Speech », *National Review Online*, 28 mars 2011, www.nationalreview.com/corner/263265/full-text-ndu-libya-speech-nro-staff.
22. « The French and the Germans », n° 76 ; « French Collaboration », n° 104 ; « They Got Off Pretty Easy in This War », n° 106, *112 Gripes about the French*.
23. *Wikipedia: The Free Encyclopedia*, s.v. « Cheese-Eating Surrender Monkeys », 21 janvier 2012, http://en.wikipedia.org/wiki/Cheese-eating_surrender_monkeys.
24. « *France and Chicken, Somehow It Just Goes Together* », Subway, [Miquelon.org](http://miquelon.org)—the Fighting French, 11 août 2005, www.miquelon.org/2005/08/11/france-and-chicken-somehow-it-just-goes-together%E2%80%9D-subway/.
25. MILLER et MOLESKY, *Our Oldest Enemy*, op. cit., p. 4.
26. « The French and the Germans », n° 78, op. cit., *112 Gripes about the French*.
27. « French Collaboration », n° 104, op. cit., *112 Gripes about the French*.
28. MACKAY, Neil, « No Weapons in Iraq? We'll Find Them in Iran », *Sunday Herald*, 1^{er} juin 2003, <http://archive.truthout.org/article/no-weapons-iraq-well-find-them-iran>.
29. *Wikipedia: The Free Encyclopedia*, s.v. « Coalition Casualties in Afghanistan », 3 février 2012, http://en.wikipedia.org/wiki/Coalition_casualties_in_Afghanistan.
30. Voir « *Le Memorial* », Fondation du Mémorial de l'Escadrille La Fayette, consulté le 6 février 2012, <http://rdisa.pagesperso-orange.fr/html/Frames/la%20fayette.html>.
31. « The French and Us », n° 7, op. cit. et « The French », n° 22, *112 Gripes about the French*.
32. KUISEL, *Seducing the French*, p. 173.
33. FRIEDMAN, Thomas L., « Our War with France », *New York Times*, 18 septembre 2003, www.nytimes.com/2003/09/18/opinion/our-war-with-france.html.
34. MILLER et MOLESKY, *Our Oldest Enemy*, p. 7.
35. COHEN, Roger, « Globalist: The Republicans' Barb; John Kerry 'Looks French' », *New York Times*, 3 avril 2004, www.nytimes.com/2004/04/03/news/03iht-globalist_ed3_.html.
36. MILLER et MOLESKY, *Our Oldest Enemy*, op. cit., p. 254.
37. « The French and US », n° 7, op. cit., *112 Gripes about the French*.
38. KUISEL, *Seducing the French*, op. cit., p. 24.
39. *Id.*
40. MILLER et MOLESKY, *Our Oldest Enemy*, op. cit., pp. 45–46.

41. LEVINE, Robert A., « Yes, France, America Will Keep Acting Unilaterally », *International Herald Tribune*, 8 février 2002.
42. BOZO, Frédéric et PARMENTIER, Guillaume, « La France et les États-Unis entre échéances intérieures et tensions internationales : une réconciliation limitée ? », *AFRI: Annuaire Français de Relations Internationales* 8, 2007, p. 555, www.afri-ct.org/IMG/pdf/37_Bozo_et_Parmentier.pdf.
43. MILLER et MOLESKY, *Our Oldest Enemy*, op. cit., p. 258.
44. *Id.*, p. 259.
45. *Id.*, p. 1.
46. Department de la Défense, *Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense*, Washington, DC : département de la Défense, janvier 2012, p. 3, www.defense.gov/news/Defense_Strategic_Guidance.pdf.
47. Department de l'armée de l'Air, *2011 US Air Force Global Partnership Strategy*, Washington, DC : Département de l'armée de l'Air, 2011, p. 1, <https://newafpims.afnews.af.mil/shared/media/document/AFD-111228-013.pdf>.
48. BOZO et PARMENTIER, « *La France et les États-Unis* », p. 549.
49. MARQUIS, Jefferson P. et al., *Adding Value to Air Force Management through Building Partnerships Assessment*, Santa Monica, Californie : Rand Corporation, 2010, p. 6. www.rand.org/content/dam/rand/pubs/technical_reports/2010/RAND_TR907.pdf.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp